



N° 1

Avril 2022

ACCENTS.

Bulletin d'information romand



Photo: pixabay.com

LE SILENCE EST-IL VRAIMENT UN CONSENTEMENT TACITE ?

PP
3001 Berne
Post CH AG

Le 15 mai, avec le référendum contre la modification de la loi sur la transplantation d'organes, nous déciderons si nous acceptons de changer un paradigme de base du don d'organes : toute personne qui ne s'y serait pas opposée formellement de son vivant deviendrait automatiquement donneur d'organes à son décès, à moins que ses proches n'interviennent à ce moment-là. Il ne s'agit pas de savoir si l'on est pour ou contre le don d'organes, mais de décider dans quelles conditions les organes seront prélevés à l'avenir.

En 2021, plus de 1'400 patients étaient sur une liste d'attente pour recevoir un don d'organes et 72 d'entre eux en sont décédés. L'initiative sur le don d'organes voulait remédier à cette situation. Déposée en 2019 avec 113'000 signatures validées, elle proposait que toute personne devienne à l'avenir automatiquement un donneur d'organes, à moins qu'elle ne s'y soit opposée de son vivant. Deux ans plus tard, le Conseil fédéral a soumis au Parlement une modification de la loi, la solution du consentement tacite élargie, en guise de contre-projet à l'initiative populaire : toute personne qui ne souhaiterait pas que ses organes soient prélevés après sa mort devrait désormais l'exprimer clairement de son vivant. Le cas échéant, les proches du défunt pourraient

encore s'y opposer, dans la mesure où ils ont la conviction qu'il s'agit là de la volonté présumée du défunt. « Le silence ne peut tout de même pas être considéré simplement comme un consentement tacite », déclare la Conseillère nationale PEV Marianne Streiff en critiquant cette proposition du Conseil fédéral, la jugeant douteuse et contraire à l'éthique. Le PEV avait au préalable soutenu une proposition de minorité qui voulait préciser la loi avec une « solution de déclaration ». Celle-ci avait également été recommandée par la Commission nationale d'éthique. Plus précisément, la Confédération devrait garantir que toutes les personnes vivant en Suisse déclarent, le cas échéant, leur volonté de donner leurs organes et que celle-ci soit consignée dans un registre. « Une telle

« solution de déclaration » tiendrait mieux compte du droit à l'autodétermination. Les cas problématiques deviendraient plus rares, ce qui soulagerait les proches », a plaidé Marianne Streiff, malheureusement en vain. Au Conseil des États également, des voix se sont élevées contre la modification législative prévue, qui « peut être assimilée à une obligation de don d'organes ». Il s'agirait d'une atteinte aux valeurs libérales de l'État, si les droits à l'intégrité physique et à l'autodétermination n'allaient plus de soi et devaient en venir à devoir être formellement revendiqués par le citoyen. La pression sur les proches augmenterait également « massivement ».

(Suite à la page 5)

REFLEXIONS



Passionnés, Engagés, Visionnaires

Alors que la fin de la pandémie pointait son nez, la guerre a éclaté en Ukraine et a bouleversé des vies, des familles et des armées, même au-delà des océans. Nous avons découvert, huit ans après l'annexion de la Crimée par la Russie, l'immense mobilisation civile des Ukrainiens autour d'une passion commune. En Suisse, au-delà de la solidarité louable pour les réfugiés, notre passion pour l'humain et son environnement se décline au quotidien. Il y a des personnes vulnérables en Ukraine, en Syrie ... et dans nos quartiers.

Et pendant que nous gérons les crises, notre planète se réchauffe, les mers montent et la montagne de déchets plastiques s'agrandit, inexorablement. Voici quelques leçons tirées de ces crises : notre neutralité ne nous affranchit pas de devoir réagir courageusement, avec d'autres États, face à des problèmes de cette ampleur. Ensuite, il est urgent de réduire notre consommation d'énergies fossiles : elles proviennent de régions de plus en plus instables et provoquent le réchauffement climatique. Enfin : la démocratie ne va jamais de soi, c'est un privilège et une responsabilité qui exige que nous agissions ensemble. Engageons-nous, pour la dignité, la durabilité et le bien commun !

FRANÇOIS BACHMANN, PENTHALAZ (VD)
francois.bachmann@pev-vd.ch

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

UN POTENTIEL À VALORISER ET UNE RESPONSABILITÉ À ASSUMER

Loin des modèles habituels d'assistance sociale à ceux qui ont « décroché » dans leur vie professionnelle, l'entrepreneuriat social leur offre une possibilité de trouver une motivation de vivre en entreprise.

Apparu en Suisse (mais aussi dans d'autres pays européens) au courant du 20^e siècle, l'entrepreneuriat social trouve, pour une bonne part, son origine dans la volonté de certains chrétiens de venir en aide à leurs concitoyens qui vivent des difficultés pour s'intégrer dans la vie professionnelle, quelle qu'en soit la raison : formation inadaptée, exclusion pour raison d'âge, d'origine ou de handicap, épisodes d'exploitation, problèmes relationnels, dépendances, ...

« Par passion pour l'humain », nous sommes bien là au cœur du programme du PEV !

Actuellement, de plus en plus d'entreprises sociales sont créées et elles grandissent très vite tant les besoins sont importants. Les modèles de fonctionnement diffèrent mais l'objectif reste le même : assumer notre responsabilité vis-à-vis de plus faibles de notre société et valoriser le potentiel de toutes ces personnes trop souvent laissées de côté, au bord du chemin.

Bien sûr leur insertion ou leur réinsertion ne se fait pas toute seule. Une structure entrepreneuriale doit être mise en place pour pouvoir faire évoluer ces personnes dans un monde auquel on ne les a pas habitués jusque-là : plus de structure scolaire directive, plus d'assistance sociale subvenant aux besoins mais



La fabrique d'épices « Le Maître des épices » à Kloten offre aux personnes en situation de handicap une possibilité de réinsertion.

une vraie place d'apprentissage ou de travail (production, logistique, administration, protection de l'environnement, ...) avec de vrais clients qui apprécient le produit de ce travail. Et pas seulement des éducateurs qui veillent à occuper les journées de leurs protégés et à éviter tout dérapage. Le passage de l'un à l'autre constitue une transition énorme qui n'est pas gagnée d'avance.

Mais quelle joie pour ces collaborateurs et pour ceux qui les encadrent lorsque l'expérience porte ses fruits et que leur travail est valorisé, même si c'est rarement sous la forme d'un bénéfice financier, mais plutôt d'une satisfaction personnelle. Bien sûr, cela implique un certain soutien fi-

nancier de l'État, d'entreprises ou de privés.

Mais le plus important c'est de pouvoir compter sur des hommes et des femmes qui croient au projet et qui ont à cœur de s'y impliquer soit directement, soit dans le cadre d'un réseau de soutien. Et là, l'État a aussi son rôle à jouer et il n'est pas facile. Son encouragement politique est fondamental pour permettre aux entreprises sociales d'être efficaces sans se trouver confrontées à des chicaneries administratives. Une bonne coordination des différents départements cantonaux concernés (éducation, travail, AI, chômage, services sociaux, ...) peut constituer un frein comme un accélérateur du projet. De même que le degré d'interventionnisme qui peut être très différent d'un Canton à l'autre. Certains allouent et vérifient la bonne utilisation d'une enveloppe budgétaire globale mais d'autres veulent mettre leur grain de sel dans le moindre détail de la gestion quotidienne.

Alors, pour l'être humain le plus faible et pour ceux qui s'en occupent par passion, essayons que l'État leur facilite les choses.



Offrir des chances et mettre en valeur des potentiels, ce sont là les objectifs de l'entrepreneuriat social.

PHILIPPE SIRAUT
philippe.siraut@evppev.ch

«LE SILENCE N'EST PAS À INTERPRÉTER COMME CONSENTEMENT TACITE»

Titulaire d'un doctorat en théologie, l'éthicienne Ruth Baumann-Hölzle défend l'autodétermination et plaide pour la dignité de la personne en fin de vie. Elle craint que les proches ne sachent pas toujours prévenir les prélèvements contre le gré des mourants qui ne se sont pas prononcés.



Ruth Baumann-Hölzle, 64
Directrice de l'Institut chez la
Fondation Dialog Ethik
Membre du Comité de l'Association
de soutien Dialog Ethik

Madame Baumann-Hölzle, expliquez-nous en quoi le consentement présumé (au sens élargi) introduit un changement de paradigme dans le droit suisse. Quel est le changement fondamental ? Quelles en seraient les conséquences ?

Jusqu'ici, nous pouvions supposer que l'Etat protège notre intégrité physique, psychique et sociale. Avec ce changement, chacun doit réclamer son intégrité physique et la défendre activement. Cela crée un précédent pour d'autres comportements intrusifs de l'Etat, par exemple en ce qui concerne mes données. Au nom du bien sociétal, l'Etat semble dorénavant pouvoir sacrifier l'intégrité personnelle. Pour revenir au consentement présumé : comment pouvons-nous être sûrs que chaque habitant a eu l'information et compris le besoin de prendre une décision ? Dans le doute, l'utilitarisme semble l'emporter sur l'intégrité et l'autodétermination, ce qui revient à une instrumentalisation des humains.

Est-il éthiquement correct d'interpréter l'absence de contestation d'une personne en tant que consentement tacite ? Après tout,

la transplantation d'organes est une cause noble qu'une majorité de la population semble soutenir, si l'on en croit les sondages ?

Le silence peut être dû à beaucoup de raisons et ne saurait être interprété comme un consentement. Il est intéressant d'observer le contraste entre le pourcentage de la population qui semble être pour le don d'organes (près de 80%) et le piètre taux de 16% qui ont pris la peine de documenter leur choix moyennant une carte de donneur ou l'inscription dans le registre.

Dans ce contexte, vous parlez de l'instrumentalisation de l'humain. Que craignez-vous concrètement ?

Quand vous prélevez des organes sur un être humain sans son consentement explicite, vous courez le risque d'agir contre sa volonté. Il s'agit donc d'un prélèvement contre son gré, pas d'un don. Un don doit être explicite et libre.

Le don d'organes sauve des vies. En tant que théologienne et éthicienne, ne devriez-vous pas être ravie de cela ? N'est-ce pas un dessein éthiquement noble que de vouloir sauver autant de vies que possible ?

Le refus du consentement présumé n'est pas un refus de la médecine de transplantation ! J'ai moi-même une carte de donneur pour donner mes organes en cas de mort cérébrale primaire. Depuis la Deuxième Guerre, le consensus est que l'intégrité physique et psychique d'un humain doit être préservée, sauf pour protéger la collectivité d'un danger massif ; et même dans ce dernier cas, l'atteinte à l'intégrité doit être proportionnée. Ce droit de protection fait partie des droits fondamentaux les plus importants. Et il n'est pas établi si le passage au consentement présumé augmenterait le nombre d'organes disponibles ; ce

qui est sûr, c'est que cela affaiblit l'autonomie des patients.

Mes amis me disent : « Quand je serai mort, je serai mort. Tant mieux si mes organes peuvent permettre à d'autres de vivre. Je peux et je veux mettre à disposition mon corps une fois ma mort cérébrale constatée. »

Personne ne conteste ce raisonnement. Ce qui est important pour nous, c'est que chacun puisse prendre sa décision en toute liberté, qu'il veuille donner ses organes ou non. La mort cérébrale est un début de processus pour la personne mourante. Mais ce n'est pas la fin du processus ; d'ailleurs, les donneurs d'organes, en mort cérébrale, sont anesthésiés avant l'opération car ils montrent des réactions au prélèvement.

Le consentement présumé au sens élargi permet aux proches de s'opposer au prélèvement d'organes s'ils peuvent faire valoir que cela correspond à la volonté du mourant. Est-ce réaliste de leur demander cela dans la courte période entre le constat de mort et le début du prélèvement ? Quel rôle voyez-vous pour les proches ?

Les proches sont dans une situation de stress extraordinaire lors d'un décès, et la pression augmente par rapport à aujourd'hui car ils doivent faire valoir le refus. Dans le doute, ce ne serait plus l'autodétermination qui prime, mais l'instrumentalisation.

La commission nationale d'éthique (CNE) conseille l'utilisation du modèle de déclaration obligatoire. Serait-ce préférable d'un point de vue éthique ? Pourquoi ?

Oui, absolument, puisque cela demande à chaque personne capable de discernement de prendre position. Cela permettrait d'éviter les

CONTACT

Bienne

www.pev-bienne.ch
info@pev-bienne.ch
Silas Liechti
079 511 83 69

Fribourg romand

www.evpppev-fr.ch/fr/actuel/
David Hausmann
david.hausmann@sunrise.ch
077 206 76 98

Genève

www.pev-ge.ch
info@pev-ge.ch
Margarita Meier
076 273 10 79

Jura

www.pev-ju.ch
info@pev-ju.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Jura bernois

www.pevjb.ch
info@pevjb.ch
Tom Gerber
toge@bluewin.ch
078 839 45 35

Neuchâtel

www.pev-ne.ch
info@pev-ne.ch
Daniel Pfaff
daniel.pfaff@net2000.ch
079 735 43 07

Valais

www.pev-vs.ch
romandie@evpppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Vaud

www.pev-va.ch
info@pev-va.ch
François Bachmann
079 668 69 46

prélèvements contre la volonté du mourant.

INTERVIEW: DIRK MEISEL

dirk.meisel@evpppev.ch

ClimatePartner[®]
climatiquement neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071

« LES SEULES LIMITES SONT CELLES QUE NOUS NOUS IMPOSONS ! »

Une jeune, une femme, une mère de famille, active professionnellement et engagée politiquement et dans des associations, c'est Denise Augsburgers que nous avons rencontrée au détour des listes électorales, dans son Jura bernois. De quoi casser toutes les idées préconçues au sujet des politiciens et de la politique qui, soi-disant, n'intéresserait plus les jeunes qui seraient démotivés. Voyez seulement. Le PEV a encore un bel avenir avec sa jeunesse et en Romandie.



Denise Augsburgers, 29 habite à Cormoret, mariée, mère de 3 garçons, formation d'employée de commerce, conseillère municipale, candidate au Grand conseil bernois dans le Jura bernois sur la liste des *jpev lors des élections cantonales.

Denise, quand et pour quelles raisons as-tu commencé à t'intéresser à la chose politique ?

Pour autant que je me souvienne, j'ai toujours eu de l'intérêt pour la politique. Mais, l'élément déclencheur a vraiment été la naissance de mes garçons. En tant que parents, nous souhaitons, évidemment, offrir le meilleur à nos enfants, mais je voulais avoir un impact au-delà du cercle familial, rendre le monde meilleur pour cette nouvelle génération, d'un point de vue global.

J'aime les gens. Pour moi, il est important que les personnes qui m'entourent se sentent bien, alors, si j'arrivais à l'appliquer à une plus grande échelle ce serait incroyable !

En tant que jeune femme, quels sont les thèmes ou les causes qui te motivent plus particulièrement ?

L'égalité des chances, déjà. Homme-femme mais, également, au niveau scolaire. Chaque enfant devrait avoir le soutien adéquat pour jouir d'une scolarité de qualité. L'écologie est un thème également important, et, surtout, urgent. En étant fille d'ag-

riculteur, la politique de l'approvisionnement et de l'agriculture me touche également. Aujourd'hui, il est important de prendre des résolutions drastiques tout en ayant conscience des enjeux économiques de ces changements.

Comment concilies-tu ta vie de famille, ta vie professionnelle et tes engagements politiques ainsi qu'associatifs ?

Heureusement, dans ce tourbillon, je ne suis pas seule ! Ma famille et mes amis sont des soutiens précieux. J'ai, également, la chance d'avoir des employeurs compréhensifs. J'essaie d'avoir des temps de qualité avec mon mari et mes enfants, le plus régulièrement possible. J'ai de la chance, ils me suivent dans tous mes projets un peu fous. Et, quand tout semble partir dans tous les sens, ma foi est mon plus grand secours.

Pour quels motifs as-tu décidé de t'impliquer au PEV ?

Le PEV englobe beaucoup de thèmes qui me tiennent à cœur. La famille, l'écologie et l'être humain restent mes priorités et celles de ce parti.

Et qu'est-ce qui t'a poussé à te présenter aux élections au Grand conseil bernois en début d'année ?

J'ai la volonté de mettre la main à la pâte. En tant que Suissesse, je veux



Denise Augsburgers avec son mari et ses trois fils

contribuer aux réussites de ma région et de mon canton.

Peu importe mon âge, finalement : ce qui est important c'est de pouvoir faire avancer les choses, et si mon nom sur une liste peut encourager d'autres jeunes à se présenter dans des futures élections, c'est encore plus bénéfique.

Comment t'es-tu engagée dans la campagne électorale ?

Pour moi, s'engager dans une campagne politique va plus loin que de mett-

re des affiches, promouvoir sa candidature sur les réseaux sociaux, etc. J'aimerais que, jour après jour, mon caractère et mon engagement me fassent connaître. Ma campagne commence dans ma rue, lorsque je remercie la caissière du magasin et salue les personnes que je croise.

Quels sont tes rêves pour les jeunes de ta génération ainsi que pour la Suisse ?

Pour les jeunes de ma génération : de ne jamais cesser de rêver ! Les seules limites sont celles que nous nous imposons. Pour mon pays, en ces temps troublés : qu'il puisse être ferme dans ses convictions. La Suisse est un exemple démocratique, mais nous devons aussi veiller à protéger nos acquis et promouvoir la diversité de nos régions qui font de la Suisse un si beau pays.

Un grand merci de m'avoir donné la parole, et à toutes les personnes qui ont rendu cela possible !

INTERVIEW:
PHILIPPE SIRAUT
philippe.siraut@evppev.ch



Denise Augsburgers et les femmes paysannes de Cormoret

PLUS DE SÉRIES, PLUS DE FILMS, PLUS DE SUISSE

Les films et les séries sont actuellement de plus en plus souvent proposés à la demande sur Internet. Alors que les chaînes de télévision nationales doivent investir une partie de leur chiffre d'affaires dans la création cinématographique suisse, les services de streaming et les chaînes de télévision étrangères diffusant des publicités suisses n'ont pour l'instant encore aucune obligation similaire d'investissement. Les bénéfices d'entreprises actives au niveau mondial comme Netflix, Amazon ou Disney+ sont en outre directement versés à leurs maisons-mères à l'étranger. La nouvelle loi sur le cinéma, sur laquelle nous voterons le 15 mai, veut changer cela. Les délégués du PEV ont dit OUI à la modification de la loi sur le cinéma et, par la même occasion, au soutien de la création culturelle suisse.

Avec la modification de la loi fédérale sur la production et la culture cinématographiques, les fournisseurs de streaming seront obligés d'investir 4 % de leur chiffre d'affaires réalisé en Suisse dans la création cinématographique suisse. Les chaînes de télévision suisses connaissent déjà cette obligation d'investissement. Il s'agit maintenant de mettre tout le monde sur un même pied d'égalité. Selon les estimations, l'extension de cette obligation d'investissement aux services de streaming permettra d'injecter annuellement 18 millions de francs supplémentaires dans la production cinématographique suisse. Certains pays européens, comme la France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne,

Et si votre prochaine série préférée était suisse ?



Promouvoir les productions cinématographiques suisses

connaissent déjà une telle obligation d'investir dans la création cinématographique nationale.

Cette loi n'impose pas de taxe sup-

plémentaire ou d'impôt particulier. Il s'agit plutôt de pouvoir rivaliser sur le marché international avec des pays qui connaissent déjà une obligation similaire d'investissement et

qui diffusent ensuite ces films sur des portails de streaming. Pourquoi ne pas investir une petite partie du chiffre d'affaires réalisé sur le marché suisse pour faire la promotion de nos propres acteurs et actrices, réalisateurs et réalisatrices, techniciens et techniciennes cinématographiques ou dans de bonnes idées ? Les expériences faites à l'étranger montrent que l'introduction de mesures semblables n'a pas entraîné d'augmentation des prix des abonnements. Cela dit, Netflix n'a pas attendu cette loi pour pratiquer des prix plus élevés en Suisse que dans les autres pays.

Par ailleurs, les services de streaming seraient obligés de proposer au moins 30 % de contenus produits en Europe. Cette obligation existe déjà dans l'UE. La plupart des fournisseurs de streaming remplissent d'ailleurs déjà cette condition. Pour pouvoir participer au programme « Europe créative » la Suisse devra ancrer cette exigence dans sa loi. Pour les délégués du PEV, il était clair que les créateurs culturels suisses devaient être mis sur un pied d'égalité avec leurs homologues européens. Lors de leur assemblée des délégués en mars, ils ont décidé de voter OUI par 79 voix contre 12 et 4 abstentions.

VOTATION POPULAIRE : DONS D'ORGANES (SUITE)

Le don d'organes doit rester « un acte libre de solidarité et d'amour du prochain », déclare la Conseillère aux États Heidi Z'Graggen. La modification proposée de la loi est « une mainmise quasiment automatique de l'État sur le corps humain ». Mais la majorité du Conseil des États a également vu les choses différemment. Lors du vote final, les deux chambres ont voté en faveur de la modification de la loi sur la transplantation d'organes. Au début de l'année, un comité interpartis a déposé un référendum contre cette décision, muni de plus de 64'000 signatures.

IMPRESSUM

Accents : bulletin d'information du Parti Evangélique Suisse (PEV) 18ème année, numéro 1, 2022 Paraît deux fois par an.

Editeur : Parti Evangélique Suisse (PEV)
Case postale, Nägelgasse 9, 3001 Berne,
tél. 031 351 71 71 info@evppev.ch
www.evppev.ch / CCP 80-38232-2

Rédaction, gestion des adresses et des abonnements :
Parti Evangélique Suisse (PEV) :
Philippe Siraut, philippe.siraut@evppev.ch

POURQUOI PAS ?

• Le droit à l'intégrité du corps n'est pas respecté :

La Constitution fédérale garantit à tout être humain le droit à l'intégrité physique et mentale et à l'autodétermination. Cette protection vaut en particulier aussi dans des situations de grande vulnérabilité comme le processus de mort. En revanche, dans le cadre de la proposition du consentement tacite étendue, le droit à l'intégrité du corps devrait être spécifiquement revendiqué et n'irait plus de soi.

• Un silence n'équivaut pas à un consentement !

Pour chaque intervention médicale, il faut un consente-

ment conscient et éclairé. On ne peut pas considérer que ce « oui » explicite n'est plus nécessaire pour le don d'organes et qu'il suffit de ne pas dire « non ».

• La pression sur les proches s'alourdit très fortement !

Les proches sont consultés. Ils ne peuvent s'opposer au don d'organes que s'ils peuvent rendre crédible le fait que la personne décédée aurait vraisemblablement refusé le don d'organes. Cela implique une pression extrêmement lourde sur les proches, car un refus serait imputé à un comportement non solidaire.

GILETS PAREBALLES POUR L'UKRAINE, DROIT DE VOTE À 16 ANS ET INITIATIVE POUR LES GLACIERS

La guerre d'agression brutale menée par la Russie contre l'Ukraine a assombri la session de printemps du Parlement fédéral. Le Parlement a fermement condamné cette invasion que rien ne justifie. Le PEV est intervenu à plusieurs reprises auprès du Conseil fédéral pour obtenir une dérogation exceptionnelle afin de pouvoir au moins fournir des gilets pare-balles aux civils, aux enfants et au personnel hospitalier. Le droit de vote à 16 ans et l'initiative pour les glaciers ont également occupé les Chambres, tout comme le don d'ovules pour les couples mariés.

Au premier jour de la session, le Conseil national a adopté une déclaration dans laquelle il demande un cessez-le-feu immédiat en Ukraine, condamne fermement la guerre d'agression contre l'Ukraine menée par les dirigeants politiques et militaires russes en violation du droit international et soutient la reprise des sanctions des États de l'UE. Il a adopté sa déclaration contre la volonté d'une partie du groupe UDC. L'ambassadeur ukrainien a assisté à l'examen de cette déclaration au Conseil national depuis la tribune réservée au public. Le règlement du Conseil national permet de faire en tout temps une déclaration « sur des événements ou des problèmes importants de politique étrangère ou intérieure ». De telles déclarations ne sont toutefois pas juridiquement contraignantes pour le gouvernement fédéral, mais elles sont politiquement significatives.

Marianne Streiff a obtenu une partie du temps de parole en tant que porte-parole du groupe du Centre. Au nom du PEV, elle a notamment déclaré : « Nous sommes bouleversés de voir comment les habitants de l'Ukraine sont livrés sans aucune protection à cette invasion brutale. Nous sommes de tout cœur avec eux dans nos pensées et nos prières. L'objectif

prioritaire doit désormais être un cessez-le-feu en Ukraine afin de préserver la population civile de nouvelles souffrances. De même, il faut tout préparer pour accueillir de manière solidaire et non bureaucratique les réfugiés en quête de protection, venant de la zone de combats, et ce jusqu'à la fin de la guerre ».

Demande de gilets de protection pour les médecins et les enfants ukrainiens en guise d'aide d'urgence

A l'heure des questions, Nik Gugger a demandé au Conseil fédéral s'il était prêt à faire une exception et à livrer des casques de protection et des gilets pare-balles à l'Ukraine, compte tenu des circonstances désastreuses qui y règnent. Il est prouvé que les envahisseurs russes s'attaquent aux personnes les plus faibles et les plus vulnérables de la société. Comme il ressort de la réponse du Conseil fédéral, les gilets de protection balistique sont considérés comme des biens militaires spéciaux dans le cadre de la loi sur le contrôle des biens, dont l'exportation vers l'Ukraine et la Russie est interdite depuis début mars. Aucune exception n'est prévue, car de tels biens peuvent également être utilisés à des fins mili-



Photos: pixabay.com

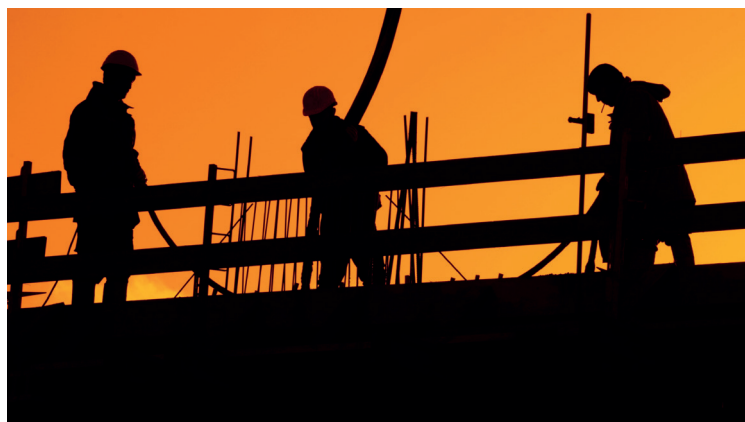
Les deux conseils du parlement suisse ont condamné la guerre agressive contre l'Ukraine.

taires et être engagés dans des combats, poursuit le Conseil fédéral. Nik Gugger s'est montré fort irrité par la réponse insuffisante et insatisfaisante du Conseil fédéral. « La vie d'un enfant a-t-elle vraiment moins de valeur qu'un gilet pare-balles ? », a-t-il demandé. Tous les grands journaux de Suisse ont consacré des articles détaillés à la demande du PEV. L'« Aargauer Zeitung », par exemple, a titré : « La Suisse n'ose pas fournir des gilets pour les enfants. ». Dans une lettre commune adressée au Président de la Confédération, Nik Gugger et Roger Nordmann (PS/VD), représentant le PEV et le PS, ont donc redoublé d'efforts.

L'exploitation au travail doit désormais devenir une infraction pénale.

Le Conseil national a approuvé la motion déposée à ce sujet par Marianne Streiff, par 101 voix contre 80 et 8 abstentions. Marianne Streiff a justifié son intervention par le fait que les rapports de travail abusifs sont devenus une réalité tolérée et lucrative dans certaines branches en Suisse et que le nombre de cas non déclarés est élevé. Dans sa motion, elle demande au Conseil fédé-

ral de compléter le code pénal en y ajoutant un délit d'exploitation au travail. La notion d'« exploitation au travail » doit être clairement définie, les situations d'exploitation réelles doivent être prises en compte et les motifs des exploitateurs doivent être pris en considération. L'exploitation au travail existe aussi en Suisse. Cette forme d'abus se déroule souvent dans une zone grise légale. En raison de la vulnérabilité particulièrement grande des victimes, qui se trouvent régulièrement dans une situation de contrainte ou de détresse, la prévention et la détection de l'exploitation au travail représentent un grand défi. Dans certaines branches, les rapports de travail abusifs sont devenus une réalité tolérée et lucrative ; en conséquence, le taux de criminalité correspondant est élevé. Les instruments juridiques actuellement en vigueur ne couvrent qu'une toute petite partie des situations d'exploitation au travail. Une infraction pénale spécifique d'« exploitation au travail », comme le demande la motion de Marianne Streiff, permet de lutter contre sa banalisation devenue fatale et d'affirmer clairement que la Suisse ne tolère pas l'exploitation au travail. Une infraction clairement



L'exploitation au travail est, en Suisse, une réalité dans de nombreux secteurs. Le Conseil national soutient la demande du PEV d'en faire une infraction pénale spécifique.

EN DIRECT DU PALAIS FEDERAL (SUITE)

définie facilite le travail d'enquête et l'administration des preuves. Bien conçue, elle encourage les victimes à coopérer à la poursuite des auteurs. Cela contribue à ce que cette exploitation de type esclavagiste soit reconnue comme un vrai délit. La Conseillère fédérale Karin Keller-Suter a certes confirmé que le Conseil fédéral reconnaissait la problématique. Néanmoins, il a rejeté la motion. « Il est douteux qu'une infraction pénale spécifique puisse contribuer à mieux combattre et prévenir les situations d'exploitation. », a expliqué la Conseillère fédérale pour justifier la prise de position négative du Conseil fédéral. Elle promet néanmoins de continuer à suivre la situation de près. La motion est maintenant transmise au Conseil des États.

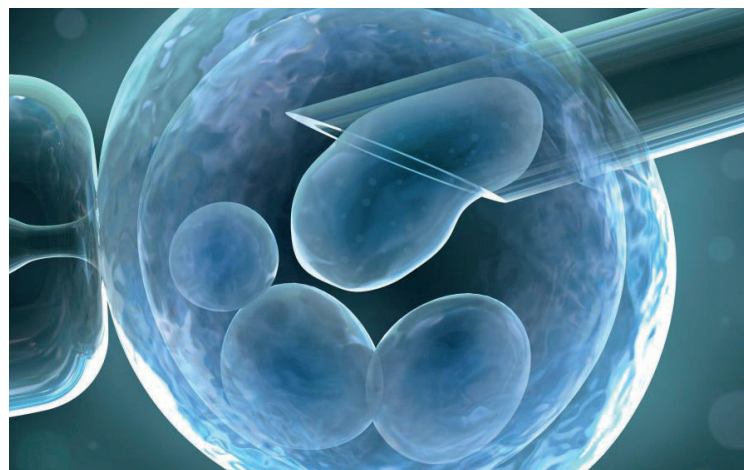
L'initiative pour les glaciers a du mal à passer

Les faits sont clairs depuis longtemps : la consommation de pétrole, de gaz et de charbon et les émissions de CO₂ qui en découlent ont un impact dramatique sur notre climat. Les conséquences se font de plus en plus sentir et menacent l'existence de milliards de personnes. La sécurité alimentaire diminue et la moitié de la population mondiale souffre déjà d'un manque d'eau. Depuis des décennies, le PEV attire en outre l'attention sur le fait que les importations de pétrole et de gaz ont placé la Suisse (ainsi que l'Europe) dans une situation de dépendance dangereuse. Une part importante de nos importations de gaz provient, comme chacun sait, de Russie et la Suisse finance ainsi directement ou

indirectement la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Nous ferions donc bien de réduire cette dépendance et de promouvoir et développer la production d'énergie locale et renouvelable. Dans ce contexte, il est clair pour les membres du PEV au Conseil national qu'ils soutiendraient aussi bien l'initiative sur les glaciers que le contre-projet direct du Conseil fédéral qui prévoit une voie vers une réduction très claire. Une courte majorité de centre-droite du Conseil national a cependant recommandé de rejeter l'initiative populaire, par 99 voix contre 89 et 4 abstentions. En revanche, le Conseil national a clairement accepté le contre-projet direct du Conseil fédéral par 104 voix contre 67 et 21 abstentions. Les oppositions provenaient des Verts et de membres du groupe UDC, les abstentions presque toutes de l'UDC. Le Conseil national a adapté le contre-projet direct sur plusieurs points. La question de savoir s'il fallait définir une trajectoire « linéaire » de réduction des émissions de gaz à effet de serre, comme le proposait le Conseil fédéral, a notamment été controversée. Le Conseil national a finalement approuvé à la quasi-unanimité une formulation plus contraignante proposée par Marco Romano (Le Centre/TI), avec des objectifs intermédiaires et une « réduction régulière des émissions au fil du temps ». Il prend ainsi en compte les développements techniques et les différentes situations des différents secteurs. Le PEV soutient également les efforts actuels de la Commission de l'environnement du Conseil national (CEATE-N), qui élaborera un



Le PEV a soutenu l'initiative pour les glaciers et espère maintenant un contre-projet indirect efficace de la Commission de l'environnement.



Les risques et conséquences d'un don d'ovocyte pour les femmes concernées et leurs enfants ont trop peu été pris en compte.

contre-projet indirect efficace d'ici à la session d'été 2022. Un tel contre-projet entrerait automatiquement en vigueur en cas de rejet de l'initiative sur les glaciers dans les urnes.

Oui au droit de vote à 16 ans

Le Conseil national a dû se pencher pour la deuxième fois sur l'initiative parlementaire de Sibel Arslan (Verts/BS) sur le droit de vote à 16 ans. Comment en est-on arrivé là ? En 2020, le Conseil national a dit OUI au projet. La commission compétente du Conseil des États ayant également approuvé l'initiative, il revenait à la Commission des institutions politiques du Conseil national (CIP-N) d'élaborer un projet en ce sens. Au lieu de le faire, une majorité de la CIP-N a décidé de soumettre à nouveau l'initiative au Conseil national, en recommandant de la rejeter. Comme en 2020, le Conseil national s'est toutefois prononcé en faveur du droit de vote à 16 ans. Le résultat a toutefois été serré, avec 99 voix contre 90 et trois abstentions. La CIP-N est à nouveau chargée d'élaborer un projet correspondant. Les Conseillers nationaux du PEV se sont également prononcés pour un abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans au niveau national. Il est important pour le PEV que la génération à venir puisse participer à la vie politique dès son plus jeune âge et ainsi assumer ses responsabilités politiques et sociales. Les dernières années ont montré que de nombreux jeunes sont actifs en politique et qu'ils s'inquiètent de ne pas pouvoir participer suffisam-

ment aux décisions concernant leur propre avenir. L'électeur médian en Suisse a d'ailleurs 57 ans. La démocratie suisse se trouve ainsi en porte-à-faux et l'équilibre entre les générations est menacé. Les jeunes sont littéralement laissés de côté par le système démocratique. Le chemin vers le droit de vote à 16 ans au niveau fédéral sera toutefois probablement encore long. En effet, dès qu'un article constitutionnel correspondant à ce projet sera élaboré, il sera d'abord à nouveau discuté aux Chambres fédérales. Et comme il s'agirait d'une modification de la Constitution, elle devra être soumise au référendum obligatoire. Et finalement, il y aurait encore une votation populaire pour clôturer le tout.

Légaliser le don d'ovules pour les couples - la tactique du salami continue.

Contre la volonté du PEV, le Conseil national a adopté une motion de commission demandant que les couples puissent à l'avenir recourir au don d'ovules en Suisse. A notre avis, les risques et les conséquences pour les femmes, les enfants et la société n'ont pas été suffisamment pris en compte. Les donneuses sont exposées à des risques sanitaires beaucoup plus importants lors d'un don d'ovocytes que lors d'un don de sperme. Les risques du commerce international et de l'exploitation des femmes n'ont pas non plus été étudiés. Le projet va maintenant être soumis au Conseil des États. Nous espérons qu'il sera corrigé.

ELECTIONS CANTONALES EN ROMANDIE

DES RÉSULTATS CONTRASTÉS

Une AdC décomposée s'est présentée aux élections cantonales vaudoises avec des résultats peu gratifiants. Dans le Jura bernois, en revanche, le PEV fête la réélection de ses candidats.

Le mois de mars 2022 a débuté, sur la scène politique romande, avec les élections au Grand conseil vaudois. Le PEV s'y présentait cette année dans cinq (sous-)districts. L'Alliance du centre, dont le PEV Vaud faisait partie depuis des années, n'y apparaissait cette fois pas en tant que telle, certains membres de l'Alliance ayant disparu et d'autres ayant décidé de suivre d'autres voies. De manière générale, ce fut la caractéristique la plus marquante de ces élections vaudoises : la grande volatilité des alliances au centre de l'échiquier politique où il était bien difficile, même pour les journalistes, de savoir exactement qui se présentait sous quelle étiquette. Pour le PEV VD, cela a signifié une alliance ponctuelle avec Le Centre dans le Gros de

Vaud, une alliance avec l'UDF à Yverdon et l'absence d'alliance dans la Broye, la Vallée et l'Ouest Lausannois. Malheureusement, si l'union fait la force, cette fois la désunion a fait la faiblesse de tous les anciens partenaires de l'Alliance avec des résultats très décevants pour tous et partout. Une leçon à retenir et à faire entendre en prévision des élections fédérales de 2023.

Un tout autre son de cloche à la fin du mois de mars avec les élections au Grand conseil bernois. Le PEV du Jura bernois s'y présentait sur deux belles listes (PEV et *jpev) et des apparentements avec l'UDF et le PVL, qui ont brillamment soutenu la réélection du député PEV-JB de Reconvilier, Tom Gerber. Mais le PEV-JB se présentait également aux

élections au Conseil du Jura bernois. Après quelques années d'absence et au bénéfice de la création d'un arrondissement électoral unique, c'est aussi de manière convaincante que le PEV-JB y reprend un siège qui sera occupé par Jean-Marc Knuchel de Tavannes. Au final,

des résultats bien encourageants même s'ils n'étaient pas assurés au début de la campagne. Une belle situation de départ donc pour les élections fédérales de 2023, même si les règles du jeu y seront différentes.



Photo: Philippe Siraut

Un stand du PEV-JB dans le centre commercial de Tramelan le 5 mars

VOTATION POPULAIRE : FRONTEX

GARANTIR LA PROTECTION DES FRONTIÈRES ET MAINTENIR L'ACQUIS SCHENGEN

Depuis 2019, l'UE met à disposition du Corps de garde-frontières et de garde-côtes Frontex du personnel et des équipements techniques, afin que cette agence puisse au mieux assumer ses tâches dans le domaine de la surveillance des frontières et de la gestion des retours. La Suisse doit également participer à cette nouvelle extension des tâches de Frontex, car il s'agit d'un développement de l'acquis de Schengen, auquel elle est associée. Les délégués du PEV ont clairement approuvé cette proposition.

Frontex est l'agence de l'Union européenne chargée de la protection des frontières, qui a été créée en 2005. Elle soutient, sur le plan opérationnel, les États partenaires de l'accord de Schengen en ce qui concerne le contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen. En tant que membre de cet accord, la Suisse apporte sa contribution à Frontex en termes de financement et de personnel.

Le développement de Frontex se poursuit. Il est notamment prévu d'augmenter le nombre de garde-frontières et de garde-côtes mis à disposition par tous les États associés et de renforcer la protection des droits fondamentaux des personnes qui sont en fuite. Avec ce

développement, la contribution annuelle de la Suisse passera de 24 millions de francs en 2021 à 61 millions de francs en 2027.

Les rapports des médias sur les violations des droits de l'homme à la frontière extérieure de l'UE ainsi que sur les renvois de personnes qui sont en fuite (appelés « pushbacks ») nous ont ébranlés. Cette procédure, contraire aux droits fondamentaux, doit être immédiatement arrêtée. Mais un retrait de la Suisse de la participation à l'agence Frontex aurait pour seule conséquence que la Suisse ne pourrait plus s'exprimer dans les instances décisionnelles, en faveur de la protection des droits fondamentaux et de la dignité humaine, par exemple

en exigeant de Frontex une redevabilité et une efficacité des contrôles effectués.

En cas de refus, la collaboration de la Suisse avec les États ayant accepté les accords de Schengen et de Dublin prendra fin, à moins qu'un comité mixte ne trouve, avec la Suisse, une solution unanimement acceptée dans un délai de 90 jours, pour poursuivre la collaboration. Nous avons besoin d'une protection efficace aux frontières européennes contre la contrebande, la traite des êtres humains et la criminalité. Et en tant que membre de l'espace des Schengen, nous sommes tenus de participer solidairement à ce système en fournissant un financement et du personnel.



Photo: Frontex

Pour protéger les frontières extérieures de l'UE : Frontex